

LE MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 5 HEURES DU SOIR



TAHITI NO. TAHITI.

Mahana poe 3 Janouere 1874.

N^o 1

LEUX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance) : Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser au Propriétaire, M. F. FOCQUER, au Palais National, à Papeete. Les lettres non recommandées ne sont pas acceptées. Le numéro : 50 centimes.

PREX DES ANNONCES (par compte) : Les 20 premières lignes... Les annonces renouvelées se paient la moitié de la première insertion.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE - Arrêté : Base du projet des autorisations à exercer sur les personnes d'étranger... Arrêté du 10 mars 1848 fixant les retenues à opérer... Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur...

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société... Vu l'insuffisance des recettes du service Local pour faire face aux dépenses de l'Exercice 1873... Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur...

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société.

Vu l'arrêté du 10 mars 1848 fixant les retenues à opérer, pour journées de traitement dans les hôpitaux de la Colonie, sur le solde des officiers et employés divers non compris aux tarifs spéciaux des corps de troupe;

Vu le tarif n^o 36, en date du 15 août 1856, remplaçant celui annexé au décret du 19 octobre 1851 et déterminant les retenues d'hôpital en ce qui concerne le personnel des divers corps et services de la marine;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en harmonie avec les fixations de cet tarif les retenues à exercer pour journées d'hôpital sur le traitement de la solde des magistrats, fonctionnaires, employés et agents dans la colonie, lesdites retenues calculées d'après l'arrêté du 1848 étant notoirement insuffisantes;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, Le Conseil d'administration entendu,

Arrêtés

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1874, les retenues à exercer sur le traitement ou la solde des magistrats, des fonctionnaires, employés ou agents non compris au tarif n^o 36 annexé au décret du 19 octobre 1851, modifié par la décision impériale du 15 août 1856, en raison de leur admission dans les hôpitaux de la colonie, sont fixées, par jour, suivant la quotité du traitement ou de la solde annuelle déduite de tous accessoires, savoir :

De 4,500 fr. et au-dessus.....	4 50
De 3,500 jusqu'à 4,500 fr. exclusivement.....	3 50
De 2,500 jusqu'à 3,500 fr. exclusivement.....	2 50
De 1,500 jusqu'à 2,500 fr. exclusivement.....	1 50
Au-dessous de 1,500 fr.....	le tiers de la solde.

Art. 2. Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté local du 10 mars 1848.

Art. 3. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 13 décembre 1873. GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République : L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, L. LE GRAY.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société.

Vu l'insuffisance du crédit primitif et des crédits supplémentaires ouverts à l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, au titre du chapitre 2 du budget local, Exercice 1873, par arrêtés des 27 janvier, 14 juillet, 15 octobre et 14 novembre 1873;

Vu l'article 45 du décret financier du 26 septembre 1855; Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de la somme de quatre-vingt mille francs est ouvert au budget du service Local, Exercice 1873, pour être affecté aux diverses dépenses du chapitre 2. Il y sera pourvu sur les vœux et moyens de l'Exercice en cours et le prélèvement à la caisse de réserve.

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 13 décembre 1873. GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République : L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, E. FOCQUER.

Art. 1^{er}. Un prélèvement de cinquante mille francs sera opéré sur les fonds de la caisse de réserve, pour subvenir aux dépenses de l'Exercice 1873.

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la Colonie.

Papeete, le 13 décembre 1873. GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République : L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, E. FOCQUER.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société.

Vu la décharge ministérielle en date du 16 septembre 1873, n^o 45; Vu le décret en date du 30 août 1873 rendant applicable aux colonies le décret du 29 décembre 1851 sur la police des cafés et cabarets; Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du Président de la République en date du 30 août 1873 rendant applicable et exécutoire dans les colonies françaises le décret sur la police des cafés et cabarets susvisé et daté.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Messager, inséré au Bulletin officiel des Etablissements et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1873. GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République : Le Procureur de la République, Chef du service judiciaire, LOUIS DE LAVARD.

Décret du 30 août 1873 rendant applicable aux colonies le décret du 29 décembre 1851 sur la police des cafés et cabarets.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. Sur le rapport du ministre de la marine, et du garde des sceaux, ministre de la justice. Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 8 mai 1854.

DÉCRET

Art. 1^{er}. Le décret du 30 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et débits de boissons est déclaré applicable aux colonies.

Art. 2. Le ministre de la marine et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait à Versailles, le 30 août 1873. Signé : M^r MAC-MAHON.

Par le Président de la République Française : Le Vice-amiral, Ministre de la marine et des colonies, Signé : D'ROUVOY. Le Gardien des sceaux, Ministre de la justice, Signé : E. EXNER.

Décret du 29 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et débits de boissons.

Art. 1^{er}. Aucun café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place ne pourra être ouvert à l'avenir sans la permission préalable de l'autorité administrative.

Art. 2. La franchise des établissements désignés en l'article 1^{er} qui existent actuellement, ou qui seront autorisés à l'avenir, pourra être ordonnée par arrêté du préfet, soit après une constatation pour contraventions aux lois et règlements qui concernent ces établissements, soit par mesure de sécurité publique.

Art. 3. Tout individu qui ouvrira un café, cabaret ou débit de boissons à consommer sur place sans autorisation préalable ou contrairement à un arrêté de fermeture pris en vertu de l'article précédent, sera poursuivi devant les tribunaux correctionnels, et puni d'une amende de 25 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois. L'établissement sera fermé immédiatement.

